

CE QUE CACHE LE TPI POUR L'EX-YOUGOSLAVIE

Général Gallois

Le soi-disant Tribunal Pénal pour l'ex-Yougoslavie – ou TPI – s'il ne dit pas le Droit, s'est attribué tous les droits. Non seulement il désigne lui-même les futurs accusés, non seulement il intrigue pour qu'ils lui soient livrés, non seulement il les torture moralement, et même physiquement, durant de nombreuses années – près de cinq ans pour Slobodan Milosevic – mais s'il ne réussit pas à instruire l'affaire en cours conformément aux souhaits de ses commanditaires, il provoque l'exécution de la sentence qu'il cherchait à justifier. Dans les geôles de La Haye, on en est au quatrième décès.

Certes, on n'en est pas encore, à La Haye, au traitement des prisonniers comme c'est le cas à Abu Graïb ou à Guantanamo, mais le TPI ne s'embarrasse pas des exigences du Droit tel que le passage des siècles a fini par le définir dans les démocraties occidentales. On s'y réfère à un droit particulier et on adopte des procédures spéciales qui "arrangent" l'accusation (par exemple l'audition de témoins à charge masqués afin que l'accusé ne puisse savoir qui dépose contre lui).

Le TPI se dit tribunal international, ce qu'il n'est pas. Il n'est international que par la nationalité des juges. Il ne peut s'exprimer au nom des peuples, mais seulement dans l'intérêt des pays de l'OTAN, agresseurs armés de la Serbie. Il est l'instrument de la justice des plus forts, militairement. En effet, il a été créé en mai 1993, par une décision du Conseil de Sécurité de l'ONU, à l'initiative des Etats-Unis et bien avant que se fussent déroulés la plupart des événements à propos desquels il entend faire œuvre de justice. C'était une arme de guerre destinée, avec les apparences de la justice, à affaiblir la future victime de l'agression. A l'origine, le TPI fut financé par des fonds privés, puis par les pays de l'OTAN, les Etats-Unis à leur tête.

Le TPI fait donc partie du dispositif général mis sur pied pour balkaniser les Balkans.

Bien avant la disparition du maréchal Tito, Bonn préparait la dislocation de la Yougoslavie – et souhaitait celle de la Tchécoslovaquie – témoins gênants des défaites de l'Allemagne. Et ne fallait-il pas punir les Serbes pour avoir à deux reprises résisté aux armées allemandes ? Quant aux Etats-Unis, à partir de 1994, ils ont vu, dans une intervention militaire, l'occasion de mettre en évidence les carences des alliés européens, la nécessité, pour ces derniers, de recourir à l'OTAN et aussi la faiblesse de Moscou, à l'époque, empêtré dans son passage de l'économie planifiée à l'économie de marché. De surcroît, en créant une fédération croato-musulmane et un nouvel Etat à dominante islamique en Europe, en se rangeant aux côtés des Albanais et des Kosovars musulmans, Washington se concilierait les bonnes grâces des pétroliers arabes et compenserait le soutien fourni sans relâche à l'Etat d'Israël.

Aussi, à peine l'encre du traité de Maastricht était-elle séchée, qu'en décembre 1991 le ministre des Affaires étrangères allemand, M. H. D. Genscher, contraignait-il ses partenaires à reconnaître l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, réunissant les conditions de la guerre civile, l'Allemagne armant les républiques sécessionnistes.

Ces dispositions prises, restait à monter une vaste campagne de désinformation afin de rallier l'opinion à l'opération projetée. L'Occident y excelle. Il a démontré sa compétence en la matière aussi en Irak : armes de destruction massive, liens avec Al Qaeda, uranium du Niger... autant de mensonges, légitimant le saccage du pays. En ce qui concerne les Balkans ce furent successivement, les camps de détention, les viols massifs, le nettoyage ethnique, les attentats au mortier etc. en faisant silence sur le fait que c'étaient les Serbes qui étaient chassés des terres de Slovénie, de Croatie, de Bosnie et du Kosovo sur lesquelles ils avaient vécu durant des siècles. Ils n'ont pas été les auteurs de la "purification ethnique" mais les victimes (il a fallu que ce soit un ministre français qui donne le coup de pied de l'âne – au propre et au figuré –, le Quai d'Orsay déclarant que cette épuration "Milosevic l'avait voulue, planifiée avec détermination"). Le politiquement conforme n'a pas à s'embarrasser de la vérité.

Les militaires alliés commandant en Yougoslavie avaient honnêtement dit la vérité. Ils furent priés de se taire ou déplacés. Le général Michael Rose avait démontré, son radar Cimberline à l'appui, que les tirs meurtriers ne pouvaient provenir du camp serbe, à Sarajevo – comme on le proclamait –, mais des positions occupées par les musulmans, lesquels réclamaient, et obtenaient, que l'on sanctionnât les Serbes. Petite lueur de vérité dans un océan de ténèbres mensongères.

La mort de Milosevic fournit aux médias l'occasion de se montrer "politiquement conformes" en écrivant l'Histoire telle qu'elle convient au pouvoir. Ce n'est pas un excès de nationalisme que l'on peut reprocher à l'ex-président défunt, mais d'avoir cru qu'il pouvait s'accommoder des exigences de la politique germano-américaine dans les Balkans. C'est cette politique qui dicte ses devoirs à ce soi-disant tribunal international. Et c'est cette politique qui aurait dû être jugée.

Pierre- Marie GALLOIS

<http://www.michelcollon.info/articles.php?dateaccess=2006-04-13%2007:08:49&log=invites>